



Etablissements Médico-Sociaux
de Saint Savinien

ETABLISSEMENT PUBLIC
DEPARTEMENTAL DE MATHA



LABORATOIRE INTER HOSPITALIER
GROUPEMENT DE COOPERATION SANITAIRE DE SAINTONGE
DECISION A.R.S. N°2017-171 EN DATE DU 28 DECEMBRE 2017 - SIRET 130 003 569 00014
18 AVENUE DU PORT - 17415 SAINT JEAN D'ANGELY
TEL. : 05 46 59 52 65 - FAX : 05 46 59 50 83

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Groupe Hospitalier Saintes – Saint-Jean-d'Angély Etablissement support du GHT Charente Maritime Sud

11, boulevard Ambroise Paré - BP 10326 - 17108 SAINTES cedex
Tél. : 05.46.95.12.30 - Courriel : ght.contrat@gh-saintesangely.fr
Profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

agissant en tant que coordonnateur d'un groupement de commandes

OBJET

**TRAVAUX D'ENTRETIEN EN PLOMBERIE, CHAUFFAGE,
VENTILATION, CLIMATISATION (CVC) - RELANCE**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET	4
ARTICLE 2 – PROCEDURE DE PASSATION	4
ARTICLE 3 – ALLOTISSEMENT	5
ARTICLE 4 – TRANCHES	5
ARTICLE 5 – TECHNIQUE D’ACHAT	5
ARTICLE 6 – PIECES CONTRACTUELLES	6
ARTICLE 7 - INTERVENANTS	6
ARTICLE 8 – GROUPEMENT D’OPERATEUR ECONOMIQUE ET SOUS-TRAITANTS	6
8-1 : Groupement d’opérateur économique	6
8-2 : Sous-traitants	6
ARTICLE 9 – CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES	6
9.1 – Obligation de confidentialité	7
9.2 – Protection des données à caractère personnel	7
ARTICLE 10 – PROTECTION DE LA MAIN-D’ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL	8
ARTICLE 11 – PROTECTION DE L’ENVIRONNEMENT, SÉCURITÉ ET SANTÉ	8
ARTICLE 12 – DEVELOPPEMENT DURABLE	8
12-1 : Clauses d’insertion sociale	8
12-2 : Clause environnementale générale	8
ARTICLE 13 – PROPRIETE INTELLECTUELLE	9
ARTICLE 14 – ASSURANCES	9
ARTICLE 15 – DELAIS	9
15-1 – Délais d’exécution	9
15-2 - Prolongation des délais d'exécution	10
ARTICLE 16 - PENALITES	10
16-1 Généralités	10
16-2 Pénalités de retard	11
16-3 - Autres pénalités	11
ARTICLE 17 – PRIMES	11
ARTICLE 18 – RETENUE DE GARANTIE	11
ARTICLE 19 – MODALITES D’EXECUTION	11
19.1- Matériaux et produits	11
19.2 Implantation des ouvrages et piquetage	12
19.3 Préparation des travaux	12
19.4 – Etudes d’exécution	12
19.5 - Modifications apportées au marché public	12

19.6 – Installation, organisation, sécurité et hygiène du chantier	12
19.7 – Dégradations et dommages causés par l'exécution du marché	12
19.8 - Gestion des déchets de chantier	12
19.9 – Vices de construction.....	12
19.10 - Documents à fournir après exécution.....	13
19.11 – Constatations et constats contradictoires	13
ARTICLE 20 – PRIX	13
20.1 – Contenu des prix.....	13
20.2 – Caractère des prix	13
20.3 – Révision des prix.....	14
20.4 – Prix prestations hors BPU	14
ARTICLE 21 - REMUNERATION.....	14
21.1 – Avances.....	15
21.2 – Règlement des comptes	15
21.3 – Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives	16
21.4 – Modification du montant des travaux	16
21.5 - Pertes et avaries.....	16
21.6 – Prix des travaux.....	16
21.7 – Modalités particulières de rémunération	16
21.8 – Etablissement de la facture.....	16
ARTICLE 22 – RECEPTION DES TRAVAUX	18
ARTICLE 23 – GARANTIES CONTRACTUELLES	18
ARTICLE 24 – RESILIATION DU MARCHE ET INTERRUPTION DES TRAVAUX....	18
ARTICLE 25 – REGLEMENT DES DIFFERENDS	18
ARTICLE 25 – DEROGATIONS.....	18

ARTICLE 1 – OBJET

Le présent document a pour objet de définir les clauses administratives particulières du marché public de TRAVAUX D'ENTRETIEN EN PLOMBERIE, CHAUFFAGE, VENTILATION, CLIMATISATION (CVC) – RELANCE pour les maîtres d'ouvrage suivants :

Etablissements du groupe nord :

- ☒ Groupe Hospitalier Saintes – Saint-Jean-d'Angély - 11 boulevard Ambroise Paré - BP 10326 - 17108 SAINTES cedex [établissement support du GHT Charente Maritime Sud – coordonnateur du groupement de commandes]
- ☒ Centre Hospitalier de Royan Atlantique - 20 avenue de Saint Sordelin, 17640 VAUX SUR MER [établissement partie du GHT Charente Maritime Sud]
- ☒ Etablissement Public Départemental Les 2 Monts – 13 rue du Fiou, 17210 MONTLIEU-LA-GARDE [établissement partie du GHT Charente Maritime Sud] **Site ITEP de MESCHERS SUR GIRONDE**
- ☒ Groupement de Coopération Sanitaires (GCS) Urgences du pays royannais, 20 avenue de Saint Sordelin, 17640 VAUX SUR MER [établissement partie du GHT Charente Maritime Sud]
- ☒ Etablissement Public Départemental de Matha, 2 rue de Saint Hérie, 17160 MATHA
- ☒ Etablissements Médico-Sociaux de Saint Savinien, Chemin de la Longée, 17350 SAINT SAVINIEN
- ☒ Groupement d'Intérêt Public (GIP) Blanchisserie interhospitalière de Saintonge, 11 boulevard Ambroise Paré - BP 10326 - 17108 SAINTES cedex
- ☒ Groupement de Coopération Sanitaires (GCS) de Saintonge - Laboratoire interhospitalier, 18 avenue du Port, 17415 SAINT JEAN D'ANGELY

Etablissements du groupe sud :

- ☒ Centre Hospitalier de Boscamnant - Les Bruyères, 17360 BOSCAMNANT [établissement partie du GHT Charente Maritime Sud]
- ☒ Centre Hospitalier de Jonzac - 4 avenue Winston Churchill - BP 80109 - 17503 JONZAC cedex [établissement partie du GHT Charente Maritime Sud]
- ☒ Etablissement Public Départemental Les 2 Monts – 13 rue du Fiou, 17210 MONTLIEU-LA-GARDE [établissement partie du GHT Charente Maritime Sud]

Un groupement de commandes a été constitué entre les établissements cités ci-dessus avec pour coordonnateur le Groupe Hospitalier de Saintes – Saint-Jean-d'Angély. Le coordonnateur assure la passation des marchés publics ainsi que leurs éventuels reconductions, avenants et résiliations. Chaque établissement membre en assure l'exécution pour ce qui le concerne.

Le marché public est régi par le code de la commande publique.

ARTICLE 2 – PROCEDURE DE PASSATION

Après une déclaration sans suite de la consultation précédente, le Pouvoir Adjudicateur a décidé de relancer une consultation.

Le marché public est passé :

- ☒ selon une procédure adaptée ouverte, en application des dispositions de l'article L. 2123-1-1° et R. 2123-1 et s. du code de la commande publique.

Réalisation de prestations similaires : en application de l'article R. 2122-7 du code de la commande publique, l'établissement support acheteur se réserve la possibilité de conclure ultérieurement un ou plusieurs nouveaux marchés publics, ayant pour objet la réalisation de prestations similaires, avec le titulaire du présent marché public. Ces nouveaux marchés publics doivent être conclus dans les 3 ans à compter de la notification du marché public initial.

ARTICLE 3 – ALLOTISSEMENT

Le marché public fait l'objet d'une décomposition en lots :

N° lot	Intitulé
1	Plomberie, Chauffage, Ventilation, Climatisation (CVC) pour les établissements du groupe nord dont ITEP de Meschers sur Gironde
2	Plomberie, Chauffage, Ventilation, Climatisation (CVC) pour les établissements du groupe sud

ARTICLE 4 – TRANCHES

Sans objet.

ARTICLE 5 – TECHNIQUE D'ACHAT

En application de l'article L. 2125-1-1° et R. 2162-1 à R. 2162-6 du code de la commande publique, il s'agit d'un accord-cadre conclu :

à :

☒ bons de commande (articles R. 2162-13 à R. 2162-14 du code de la commande publique)

avec :

☒ un seul opérateur économique

et :

☒ sans minimum et avec maximum en € HT

Lots	Intitulé	Etablissement acheteur	Maximum en € HT pour 24 mois
1	Plomberie, Chauffage, ventilation, climatisation (CVC) pour les établissements du groupe nord dont ITEP de Meschers sur Gironde	GH Saintes – Saint-Jean-d'Angély CH de Royan Atlantique GCS Urgences du pays royannais EPD de Matha EMS de St Savinien GIP Blanchisserie GCS Laboratoire EPD Les 2 Monts – ITEP Meschers	860 000,00 200 000,00 10 000,00 40 000,00 50 000,00 20 000,00 10 000,00 10 000,00
2	Plomberie, Chauffage, ventilation, climatisation (CVC)/plomberie pour les établissements du groupe sud	CH de Boscamnant CH de Jonzac EPD Les 2 Monts	200 000,00 400 000,00 150 000,00

ARTICLE 6 – PIECES CONTRACTUELLES

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent dans l'ordre de priorité suivant :

- l'acte d'engagement (AE);
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP);
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et annexe (CCTP-ANX) ;
- le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux 2021 (CCAG) ;
- le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux prestations, objet du marché ;
- l'offre financière du titulaire à travers le Bordereau des Prix Unitaires (BPU)
- Le mémoire technique (MEM TECH) ;
- Les fiches techniques (FT) ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;
- Les bons de commande en ce qu'ils mentionnent les délais d'exécution des travaux.

ARTICLE 7 - INTERVENANTS

La Maîtrise d'Ouvrage sera toujours l'établissement acheteur.

Les intervenants extérieurs seront précisés pour chaque opération le cas échéant.

ARTICLE 8 – GROUPEMENT D'OPERATEUR ECONOMIQUE ET SOUS-TRAITANTS

8-1 : Groupement d'opérateurs économiques

Le membre du groupement d'opérateurs économiques désigné dans l'AE comme mandataire, représente l'ensemble des membres du groupement, vis-à-vis du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre, pour l'exécution du marché.

En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire de chacun des autres membres du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard du maître d'ouvrage jusqu'à la date, définie à l'article 44.1 du CCAG, à laquelle ces obligations prennent fin.

En cas de groupement solidaire, chacun des membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché et doit pallier une éventuelle défaillance des autres opérateurs du groupement.

8-2 : Sous-traitants

Pour les marchés de travaux, le titulaire peut, sous sa responsabilité, sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations qui lui sont confiées dans les conditions fixées par le chapitre III-Titre IX-Livre I^{er}-Deuxième partie du code de la commande publique.

Quel que soit le rang du sous-traitant, les conditions dans lesquelles il est procédé à son acceptation et à l'agrément de ses conditions de paiement sont les mêmes.

Il est fait application de l'article 3.6.1 du CCAG pour la sous-traitance directe et de l'article 3.6.2 du CCAG pour la sous-traitance indirecte.

ARTICLE 9 – CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Le titulaire informe ses sous-traitants de leur soumission aux obligations énoncées ci-après. Il reste responsable du respect de celles-ci.

9.1 – Obligation de confidentialité

Le titulaire et le maître d'ouvrage qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Une information confidentielle désigne toute information de quelque nature (y inclus la méthodologie, la documentation, les informations ou le savoir-faire), sous quelque forme que ce soit (y inclus sous forme orale, écrite, magnétique ou électronique), sur tout support dont le maître d'ouvrage est propriétaire ou titulaire, et qui est communiquée au titulaire, ou obtenue de toute autre façon par ce dernier dans le cadre de ses relations avec le maître d'ouvrage. Le titulaire et son personnel, et le cas échéant ses sous-traitants, ne peuvent l'utiliser que pour l'accomplissement des prestations prévues au marché.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments :

- qui étaient dans le domaine public au moment de leur divulgation ou que le maître d'ouvrage aurait lui-même rendus publics pendant l'exécution du marché ;
- signalés comme présentant un caractère non confidentiel et relatifs aux prestations du marché ;
- qui ont été communiqués au titulaire par un tiers ayant légalement le droit de diffuser ces informations, documents ou éléments, comme le prouvent des documents existant antérieurement à leur divulgation.

9.2 – Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution du marché. A ce titre, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

En cas d'évolution de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le maître d'ouvrage afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par le maître d'ouvrage.

Lorsque le titulaire met en œuvre un traitement pour le compte du maître d'ouvrage, pour que le traitement des données réponde aux exigences de la réglementation et garantisse en particulier la protection des droits des personnes physiques identifiées ou identifiables qu'il concerne, les documents particuliers du marché précisent notamment :

- la finalité, la description et la durée du traitement dans le strict respect des instructions documentées du maître d'ouvrage ;
- les obligations du maître d'ouvrage et celles du titulaire vis-à-vis de ce dernier, en particulier l'obligation de l'informer de toute difficulté dans l'application de la réglementation, de tout projet de recours à un tiers pour la mise en œuvre du traitement, ou encore de toute demande de communication de données qui lui serait adressée, ainsi que, lorsque celle-ci serait contraire à la réglementation française et européenne, des mesures adoptées pour s'y opposer ;

- les modalités de prise en compte du droit à l'information et des autres droits des personnes concernées, dont l'exercice doit être garanti ;
- les mesures de sécurité mises en œuvre pour garantir l'intégrité, la confidentialité et la disponibilité des données, ainsi que les conditions de notification des violations de données à caractère personnel ;
- la durée et les modalités de conservation des données et le sort de celles-ci au terme de l'exécution du marché.

Les documents particuliers du marché précisent également les pénalités applicables au titulaire en cas de méconnaissance de la réglementation.

En cas de manquement, par le titulaire ou son sous-traitant, à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, le marché peut être résilié pour faute en application de l'article 50 du CCAG.

ARTICLE 10 – PROTECTION DE LA MAIN-D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

En application de l'article 6 du CCAG, les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois, règlements et conventions collectives, relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays, où cette main-d'œuvre est employée. Le titulaire est également tenu au respect des stipulations des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il doit être en mesure de justifier du respect de ces obligations, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du maître d'ouvrage.

En cas d'évolution de la réglementation sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le maître d'ouvrage, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par le maître d'ouvrage.

Le titulaire informe ses sous-traitants de leur soumission aux obligations susmentionnées. Il reste responsable du respect de ces obligations.

ARTICLE 11 – PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT, SÉCURITÉ ET SANTÉ

En application de l'article 7 du CCAG, il est rappelé que le titulaire doit veiller à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier le respect, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du maître d'ouvrage.

En cas d'évolution de la réglementation dans ces domaines en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par le maître d'ouvrage afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par le maître d'ouvrage.

ARTICLE 12 – DEVELOPPEMENT DURABLE

12-1 : Clauses d'insertion sociale

Sans objet

12-2 : Clause environnementale générale

Les obligations environnementales du titulaire dans l'exécution du marché sont définies dans le CCTP. Le titulaire doit s'assurer de leur respect par ses sous-traitants.

En cas de non-respect de ces obligations, le titulaire se voit appliquer pour chaque manquement, après mise en demeure restée infructueuse, une pénalité dont le montant est fixé dans l'article Pénalités du présent document.

ARTICLE 13 – PROPRIETE INTELLECTUELLE

Il est fait application des stipulations des articles 45 à 48 du CCAG.

ARTICLE 14 – ASSURANCES

Concernant le titulaire, il est fait application des stipulations des articles 8.1.1 et 8.1.2 du CCAG relatifs aux assurances de responsabilité civile professionnelle et de responsabilité civile décennale.

Conformément à l'article 8.1.3, le titulaire doit justifier dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. Celle-ci précise la nature des risques couverts et les montants de garantie. A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du maître d'ouvrage et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande. En cas d'assurance de responsabilité décennale obligatoire au titre de la garantie décennale, le titulaire doit justifier qu'il satisfait à cette obligation, dans les conditions prévues par les articles L. 241-1 et L. 243-2 du code des assurances, par la remise d'une attestation conforme aux dispositions des articles A.243-2 et suivants du code des assurances. L'attestation doit être valable à la date de l'ouverture du chantier sur lequel le titulaire intervient et pour les activités objets de son marché.

ARTICLE 15 – DELAIS

15-1 – Délais d'exécution

Il est dérogé à l'article 28 du CCAG.

Durée du marché public :

Le présent marché public est conclu à compter du 18 août 2025 ou de sa notification si elle est ultérieure pour une durée de 24 mois pour les lots 1 et 2.

Délai d'exécution des bons de commandes :

Se reporter à l'article relatif aux modalités d'exécution.

Le délai d'exécution comprend la période de préparation et le délai d'exécution global des travaux. Ces délais sont indiqués dans les bons de commande et le planning y afférent.

Dans le cas de travaux allotis, le délai d'exécution des travaux incombant au titulaire est fixé par le maître d'ouvrage au sein du délai global d'exécution de l'ensemble des travaux allotis tous corps d'état confondus et en tenant compte d'un calendrier prévisionnel d'exécution qui précise les dates d'intervention relatives à chaque lot. Ce délai d'exécution est confirmé ou modifié pendant la période de préparation du chantier dans les conditions prévues à l'article 28.2 du CCAG.

Un ordre de service précise la date de démarrage de la période de préparation et un ordre de service précise la date de démarrage de l'exécution des travaux. Le délai d'exécution des travaux est celui imparti pour la réalisation des travaux incombant au titulaire, y compris le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux.

En dehors des cas de marchés à tranches optionnelles, le titulaire ne peut se prévaloir d'aucun préjudice si la date, fixée par ordre de service, pour le début de la période de préparation ou le début d'exécution des travaux n'est pas postérieure de plus de six mois à celle de la notification du marché.

15-2 - Prolongation des délais d'exécution

En dehors des cas prévus aux articles 18.2.2 et 18.2.3 du CCAG, la prolongation du délai d'exécution ne peut résulter que d'un avenant.

Une prolongation du délai de réalisation de l'ensemble des travaux ou d'une ou plusieurs tranches de travaux ou le report du début des travaux peut être justifié par :

- un changement du montant des travaux ou une modification de l'importance de certaines natures d'ouvrages ;

- une substitution d'ouvrages différents aux ouvrages initialement prévus ;

- la survenance de difficultés ou de circonstances imprévues au cours du chantier ;

- un ajournement de travaux décidé par le maître d'ouvrage ;

- un retard dans l'exécution d'opérations préliminaires, y compris en ce qui concerne les autorisations administratives liées à l'exécution du marché, qui sont à la charge du maître d'ouvrage, ou de travaux préalables qui font l'objet d'un autre marché.

L'importance de la prolongation ou du report est décidée par le maître d'ouvrage, sur proposition du maître d'œuvre, après consultation du titulaire. Un ordre de service notifie au titulaire la durée de la prolongation.

L'arrêt des travaux en raison d'une décision des services des affaires culturelles consécutive à la mise à jour d'objets ou de vestiges relève des stipulations de l'article 33.2 du CCAG et donne lieu à l'application des stipulations de l'article 53 du CCAG. Il en est de même de l'arrêt des travaux en raison d'un ordre de réquisition du titulaire.

Dans le cas d'intempéries au sens des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur, entraînant un arrêt de travail sur les chantiers, les délais d'exécution des travaux sont prolongés. Cette prolongation est notifiée au titulaire par un ordre de service qui en précise la durée. Cette durée est égale au nombre de journées réellement constaté au cours desquelles le travail a été arrêté du fait des intempéries conformément auxdites dispositions, en défalquant, s'il y a lieu, le nombre de journées d'intempéries prévisibles indiqué dans les documents particuliers du marché. Les samedis, dimanches et jours fériés ou chômés compris dans la période d'intempéries sont ajoutés pour le calcul de la prolongation du délai d'exécution.

Lorsque le titulaire est amené à intervenir dans le cadre d'un ordre de réquisition, le délai d'exécution du marché en cours est prolongé de la durée d'intervention nécessitée par cette situation d'urgence.

Prolongation ou report des délais en matière de tranches optionnelles : Lorsque le délai imparti pour la notification de l'ordre de service d'exécuter une tranche optionnelle est défini par rapport à l'origine du délai d'exécution d'une autre tranche, il est, en cas de prolongation de ce délai ou de retard du fait du titulaire constaté dans cette exécution, prolongé d'une durée égale à celle de cette prolongation ou de ce retard.

ARTICLE 16 - PENALITES

16-1 Généralités

Il est fait application des stipulations de l'article 19.1 du CCAG.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG, le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

16-2 Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG, il est appliqué :

- une pénalité de 250 € par jour de retard sur les différentes tâches du planning.
- une pénalité de 100 € par jour calendaire sur l'installation de chantier
- une pénalité de 200 €/heure de retard au-delà du délai maximal de deux heures à partir de l'appel en cas d'astreinte

Les modalités d'application de ces pénalités sont précisées aux articles 19.2.4 et 19.2.5 du CCAG.

Retard dans la remise des documents conformes à l'exécution :

Par dérogation à l'article 19.3 du CCAG, une pénalité de 150 € par jour et document sera appliquée.

16-3 - Autres pénalités

Lorsque des obligations environnementales sont imposées dans le CCTP, leur non-respect entraîne l'application au titulaire, pour chaque manquement et après mise en demeure restée infructueuse, d'une pénalité forfaitaire d'un montant de 1 500 €.

Aucune mise en demeure n'est nécessaire préalablement à l'application des pénalités suivantes :

En cas de non-respect des prescriptions relatives à la sécurité sur le chantier, une pénalité de 150 € pour chaque manquement constaté et par jour calendaire sera appliquée.

En cas de non-respect des règles d'hygiène hospitalière, pour chaque manquement constaté, une pénalité d'un montant de 150,00 € par jour de retard de résolution du manquement est appliquée.

En cas d'absence aux réunions organisées par le maître d'ouvrage (réunion de chantier, de synthèse, d'OPR, de réception ...) le titulaire dont la présence était requise se verra appliquer une pénalité forfaitaire d'un montant de 100,00 €.

En cas de non nettoyage du chantier, une pénalité de 150 € par jour sera appliquée.

ARTICLE 17 – PRIMES

Sans objet.

ARTICLE 18 – RETENUE DE GARANTIE

Sans objet.

ARTICLE 19 – MODALITES D'EXECUTION

Les ordres de services et, le cas échéant les bons de commande, émis lors de l'exécution du marché respectent respectivement les stipulations des articles 3.8 et 3.7 du CCAG.

19.1- Matériaux et produits

Le CCTP fixe la provenance des matériaux, produits ou composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire.

19.2 Implantation des ouvrages et piquetage

Si la réalisation de piquetages est demandée au titulaire dans le CCTP, leur coût doit être intégré dans son offre de prix.

19.3 Préparation des travaux

La durée de la période de préparation, incluse dans le délai d'exécution du marché, est fixée dans le bon de commande et/ou le planning afférent aux travaux.

Le CCTP précise s'il revient au titulaire d'établir un plan d'assurance qualité du chantier décrivant les dispositions relatives à la gestion de la qualité. Si tel est le cas, le titulaire doit le porter à la connaissance du maître d'œuvre qui le vise.

Les stipulations du CCAG sont applicables concernant le Programme d'exécution - Calendrier d'exécution, la Sécurité et protection de la santé des travailleurs, la gestion de la qualité.

Un registre de chantier est tenu pour répertorier l'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'œuvre.

19.4 – Etudes d'exécution

Lorsque les études d'exécution sont mises à la charge du maître d'œuvre, dans les conditions prévues à l'article 29.2 du CCAG, le CCTP le précise et indique les modalités y afférentes.

19.5 - Modifications apportées au marché public

Il est fait application des stipulations de l'article 30 du CCAG.

19.6 – Installation, organisation, sécurité et hygiène du chantier

En complément des stipulations de l'article 31 du CCAG, il est rappelé que les dispositions de l'article R. 8221-1 du code du travail concernant l'installation de panneaux lisibles depuis la voie publique s'appliquent.

19.7 – Dégradations et dommages causés par l'exécution du marché

Concernant les dégradations causées aux voies publiques, il est fait application de l'article 34 du CCAG. Concernant les autres dommages, il est fait application de l'article 35 du CCAG.

19.8 - Gestion des déchets de chantier

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux, objet du marché, est de la responsabilité du maître d'ouvrage en tant que producteur de déchets et du titulaire en tant que détenteur de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste producteur de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions.

Le titulaire effectue les opérations, prévues dans les documents particuliers du marché, de collecte, transport, entreposage, tris éventuels et de l'évacuation des déchets créés par les travaux objet du marché vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Les modalités de Contrôle et suivi des déchets de chantier sont précisées à l'article 36.2 du CCAG.

19.9 – Vices de construction

En cas de vices de construction, il est fait application des stipulations de l'article 39 du CCAG.

19.10 - Documents à fournir après exécution

Le titulaire doit remettre au maître d'œuvre les documents prévus à l'article 40 du CCAG.

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par le titulaire, une pénalité est prévue à l'article Pénalités du présent document.

19.11 – Constatations et constats contradictoires

Les constatations et constats contradictoires sont faits conformément aux stipulations de l'article 11 du CCAG.

ARTICLE 20 – PRIX

20.1 – Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux et prestations, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice. Toutefois, les prix sont indiqués dans le marché hors taxe sur la valeur ajoutée.

A l'exception des seules sujétions mentionnées dans le CCTP comme n'étant pas couvertes par les prix, ceux-ci sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux et prestations qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux et prestations, que ces sujétions résultent notamment :

- de l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;
- de phénomènes naturels ;
- de la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;
- des coûts résultant de l'élimination des déchets de chantier ;
- de la réalisation simultanée d'autres ouvrages.

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le maître d'ouvrage.

En cas de modification imprévisible de la législation ou réglementation applicables en cours d'exécution du marché ayant un impact sur les coûts, les parties conviennent de se rencontrer pour évaluer l'impact financier de cette modification et le cas échéant formaliser par voie d'avenant la modification rendue nécessaire.

De plus, dans le cas d'un marché passé avec les membres d'un groupement conjoint d'opérateurs économiques et en cas de sous-traitance, il est fait application respectivement des stipulations des articles 9.1.2. et 9.1.3 du CCAG.

20.2 – Caractère des prix

Les prix sont des prix unitaires.

Est un prix unitaire tout prix qui n'est pas forfaitaire au sens de tout prix qui rémunère le titulaire pour un ouvrage, une partie d'ouvrage ou un ensemble déterminé de prestations défini par le marché et qui soit est mentionné explicitement dans le marché comme étant forfaitaire, soit ne s'applique dans le marché qu'à un ensemble de prestations qui n'est pas de nature à être répété, et notamment tout prix qui s'applique à une nature d'ouvrage ou à un élément d'ouvrage dont les quantités ne sont indiquées dans le marché qu'à titre évaluatif.

Ces prix sont détaillés au moyen de sous-détails de prix unitaires comme précisé aux articles 9.3.3 et 9.3.4 du CCAG.

20.3 – Révision des prix

Les prix sont révisibles, annuellement, à la date anniversaire du contrat, par application de la formule suivante :

$$Pr = P0 \times (0.2 + 0.8 \text{ Im} / \text{I0})$$

avec :

Pr : Prix révisé

P0 : Prix initial du marché public

Im: Valeur de l'indice/index de référence du mois de révision des prix

I0 : Valeur de l'indice/index de référence du mois d'établissement des prix

Ils sont révisés selon la formule et les coefficients, diffusés par l'INSEE, suivant :

Lot	Index/indice	Prix concernés
1	60%BT38+40%BT41	Prix afférents aux indices
2	60%BT38+40%BT41	Prix afférents aux indices

La valeur initiale du ou des indices ou index à prendre en compte est celle correspondant à la date de remise de l'offre par le titulaire. Lorsque la procédure de passation a donné lieu à une négociation ou un dialogue compétitif, la date à prendre en compte est la date de remise de l'offre finale par le titulaire. La valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause doit être appréciée au plus tard à la date de réalisation des prestations concernées telle que prévue par les documents particuliers du marché, ou à la date de leur réalisation réelle si celle-ci est antérieure. La date de réalisation des prestations prévue par le marché est celle prévue initialement, éventuellement modifiée dans les conditions prévues aux articles 18.2.1 et 18.2.2 du CCAG. En outre, si les travaux ne sont pas achevés à l'issue du délai de réalisation des prestations, et si ce délai n'a pas fait l'objet d'une prolongation dans les conditions prévues à l'article 18.2 du CCAG, la révision des règlements ultérieurs à la date contractuelle de fin d'exécution se fait sur la base de la valeur des indices ou index de référence à la date d'achèvement contractuelle.

Le coefficient de révision des prix s'applique :

- aux travaux exécutés pendant le mois ;

- à la variation, en plus ou en moins, à la fin du mois, par rapport au mois précédent, des sommes décomptées pour approvisionnement à la fin de ce mois.

Ce coefficient est arrondi au millième supérieur.

20.4 – Prix prestations hors BPU

La détermination des fournitures hors BPU sera réalisée selon déboursés réels justifiés, remises déduites, hors T.V.A., affectés d'un coefficient multiplicateur de règlement de 1,25. Les prix ainsi obtenus seront réputés hors TVA.

Il appartient donc à l'entreprise de produire toutes les justifications utiles qui lui sont demandées en ce qui concerne la somme qu'elle a réellement déboursée et notamment, le montant de toute remise qui lui a été éventuellement consentie à cette occasion (production à l'appui de sa facturation d'une facture globale et non d'un extrait de facture où seules figurent les fournitures concernées).

ARTICLE 21 - REMUNERATION

La rémunération du titulaire et des sous-traitants s'effectue dans les conditions prévues à l'article 10 du CCAG. Il est précisé les éléments suivants :

21.1 – Avances

En application des articles L. 2191-3 et s. et R. 2191-3 et s. du code de la commande publique, une avance est accordée au titulaire dans les conditions suivantes :

- dans le cas d'un accord-cadre à bons de commande sans montant minimum fixé en valeur, l' avance est accordée pour chaque bon de commande dont le montant est supérieur à 50 000 euros HT et dans la mesure où son délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Lorsqu'une partie du marché public est sous-traitée, ce montant initial est diminué du montant des prestations confiées au(x) sous-traitant(s) et donnant lieu au paiement direct. Le titulaire peut refuser le versement de l'avance.

Le montant de l'avance est fixé :

- dans le cas d'un accord-cadre à bons de commande sans montant minimum fixé en valeur : à 5 % du montant du bon de commande toutes taxes comprises.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire, quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises concerné, par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes, de règlement partiel définitif ou de solde.

Le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80 % du montant toutes taxes comprises des prestations qui lui sont confiées au titre :

- dans le cas d'un accord-cadre à bons de commande sans montant minimum fixé en valeur : du bon de commande.

Les clauses du marché public relatives au taux et aux conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiées en cours d'exécution.

21.2 – Règlement des comptes

Le règlement des comptes du marché se fait par des acomptes mensuels et un solde établis et réglés comme il est indiqué à l'article 12 du CCAG.

Le mode de règlement est le virement bancaire dans un délai maximum de 50 jours pour les établissements publics de santé et de 30 jours pour les établissements médico-sociaux, les groupements d'intérêt public et de coopération sanitaire à compter de la date de réception de la facture.

Le défaut de paiement dans les délais ouvre, pour le titulaire du marché public ou le sous-traitant, le bénéfice d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai.

Conformément au décret n° 2013-269 du 29 mars 2013, le taux des intérêts moratoires est le taux égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. L'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement s'élève quant à elle, à 40 euros.

Si le titulaire a proposé dans son offre un ou des escomptes sur le montant du marché public en fonction du ou des délais de paiement, le maître d'ouvrage ne pourra prétendre au versement de l'escompte que pour les factures qu'il aura réglées dans ce ou ces délais. En cas de paiement dans un délai compris entre ce ou ces délais et le délai maximum fixé par la réglementation, le maître d'ouvrage, perdra le bénéfice de l'escompte mais ne sera pas soumis à l'obligation de payer des intérêts moratoires.

21.3 – Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives

Les stipulations de l'article 13 du CCAG s'appliquent aux prestations supplémentaires ou modificatives devenues nécessaires, pour lesquelles le marché n'a pas prévu de prix. Elles doivent avoir été notifiées par ordre de service.

21.4 – Modification du montant des travaux

En cas d'augmentation ou de diminution du montant des travaux, il est fait application respectivement des articles 14 et 15 du CCAG.

En cas de changement dans l'importance des diverses natures d'ouvrage, les stipulations de l'article 16 du CCAG s'appliquent.

21.5 - Pertes et avaries

Les stipulations de l'article 17 du CCAG s'appliquent.

21.6 – Prix des travaux

Dans le cas d'application d'un prix forfaitaire, le prix est dû dès lors que l'ouvrage, la partie d'ouvrage ou l'ensemble de prestations auquel il se rapporte a été exécuté. Les différences éventuellement constatées, pour chaque nature d'ouvrage, ou chaque élément d'ouvrage entre les quantités réellement exécutées et les quantités indiquées dans la décomposition de ce prix, établie conformément à l'article 9.3.2 du CCAG, même si celle-ci a valeur contractuelle, ne peuvent conduire à une modification de ce prix. Il en est de même pour les erreurs que pourrait comporter cette décomposition.

Dans le cas d'application d'un prix unitaire, la détermination de la somme due s'obtient en multipliant ce prix par la quantité de natures d'ouvrages exécutée ou par le nombre d'éléments d'ouvrage mis en œuvre.

Dans le cas d'une formule mixte faisant intervenir des prix forfaitaires et des prix unitaires, les prescriptions relatives à chacun de ces modes sont applicables pour le calcul de la somme due au titulaire.

21.7 – Modalités particulières de rémunération

En cas de groupement d'opérateurs économiques, il est fait application des stipulations de l'article 10.7 du CCAG. Il est précisé qu'en cas de groupement solidaire, le paiement peut être effectué sur un compte unique ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

Les travaux exécutés par des sous-traitants ayant droit au paiement direct sont payés dans les conditions stipulées par l'acte spécial de sous-traitance.

En cas de tranche optionnelle, il est fait application de l'article 10.6 du CCAG pour leur rémunération.

21.8 – Etablissement de la facture

Les factures sont datées, établies en français et en euros.

L'utilisation de « Chorus Pro » est obligatoire quand le maître d'ouvrage l'utilise.

Après inscription sur le portail, les factures y sont déposées, elles devront reprendre les éléments suivants :

- N° SIRET (cf. tableau ci-dessous)
- Code service destinataire (cf. tableau ci-dessous)
- Notion d'engagement (référence de la commande ou du marché public)

Chaque facture comporte :

- Le nom ou la raison sociale du créancier
- L'adresse du créancier
- Son numéro individuel d'identification (ex : SIRET)
- La désignation de l'établissement débiteur
- Le numéro du compte bancaire du créancier tel que précisé dans l'AE
- Le numéro du marché public
- Le numéro et la date du bon de commande, le cas échéant
- La date d'exécution des prestations
- Pour chacune des prestations rendues, la dénomination précise, selon le cas les prix unitaires et les quantités ou bien les prix forfaitaires
- Le montant des révisions ou actualisations, le cas échéant
- Tous rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors de l'opération et directement liés à cette opération
- Le montant hors T.V.A.
- Le montant et le taux de T.V.A. légalement applicable ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération
- Le montant T.T.C.

En cas de facture papier, le titulaire envoie une facture datée, en un original et une copie, à l'établissement acheteur concerné à l'adresse figurant ci-dessous :

Etablissement acheteur	Adresse	N° SIRET	Code service destinataire
GH SAINTES – SAINT-JEAN-D'ANGELY	CHORUS	261 700 025 003 39	TRAV
CH BOSCAMNANT	CHORUS	261 700 264 000 11	FSCM_TECHNIQUE
CH JONZAC	CHORUS	261 700 272 000 14	FACM_TECHNIQUE
CH ROYAN ATLANTIQUE	CHORUS	261 700 397 000 19	SECO
EPD LES 2 MONTS	13 Rue du Fiou 17210 MONTLIEU-LA-GARDE	261 700 322 000 17	/
EMS MATHA	CHORUS	261 700 314 000 14	/
EMS SAINT SAVINIEN	Chemin de la Longée 17350 SAINT SAVINIEN	261 700 421 000 58	/
GIP BLANCHISSERIE	11 boulevard Ambroise Paré - BP 10326 17108 SAINTES cedex	130 006 661 000 16	/
GCS LABORATOIRE DE SAINTONGE	CHORUS	130 003 569 000 14	GEST
GCS URGENCES DU PAYS ROYANNAIS	20 avenue de Saint Sordelin 17640 VAUX SUR MER	130 005 796 00045	/

Les modalités de financement sont les suivantes : ressources propres des établissements acheteurs, chacun pour ce qui les concerne.

ARTICLE 22 – RECEPTION DES TRAVAUX

Les opérations de réception se font conformément aux stipulations de l'article 41 du CCAG.

Si dans le cadre de l'exécution du présent marché, est fixé un délai d'exécution distinct du délai d'exécution de l'ensemble des travaux, pour une tranche de travaux, un ouvrage ou une partie d'ouvrage, cela implique une réception partielle de cette tranche de travaux, de cet ouvrage ou de cette partie d'ouvrage dans les conditions de l'article 42 du CCAG.

En cas de mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages, les stipulations de l'article 43 du CCAG s'appliquent.

ARTICLE 23 – GARANTIES CONTRACTUELLES

En application de l'article 44.1 du CCAG, le délai de garantie est, sauf prolongation décidée conformément à l'article 44.2, d'un an à compter de la date d'effet de la réception. Le titulaire est alors tenu à une obligation appelée obligation de parfait achèvement.

ARTICLE 24 – RESILIATION DU MARCHE ET INTERRUPTION DES TRAVAUX

Les dispositions relatives à la résiliation et à l'interruption des travaux prévues par le code de la commande publique, notamment ses art. L. 2195-1 et s. et R. 2191-30 et s. et R. 2192-26, ainsi que le chapitre 7 du CCAG s'appliquent, notamment celles relatives à la clause de réexamen.

ARTICLE 25 – REGLEMENT DES DIFFERENDS

Les parties au contrat s'efforceront de régler à l'amiable tout différend relatif à l'interprétation des dispositions du présent marché public ou à l'exécution de ses prestations selon les dispositions de l'article L. 2197-1 et s. du code de la commande publique et les stipulations de l'article 55 du CCAG.

En cas de contentieux devant la juridiction administrative, le tribunal compétent est le Tribunal administratif de Poitiers, 15 Rue de Blossac, BP 541, 86020 POITIERS CEDEX.

ARTICLE 25 – DEROGATIONS

<i>Articles du CCAP dérogeant</i>	<i>Articles du CCAG auxquels il est dérogé</i>
Article 15.1	Article 28
Article 16	Articles 19.2.1, 19.2.2, 19.2.3